

Qu'est-ce que la politique ?

Notre idée de l'ordre politique est celle de la pluralité des libertés : rien ne serait politique pour une liberté solitaire, et rien ne l'est quand la pluralité est seulement celle de choses. Il y a donc d'une part les questions qui sont liées à l'espace public et aux nécessités communes dont la pluralité des libertés présentes est forcément la détermination ; d'autre part il y a celles qui sont liées à ces libertés elles-mêmes, en tant que la reconnaissance d'un espace public et de nécessités communes ouvre au moins à la possibilité de leur unification et par conséquent de leur contrainte. D'un côté on a la question des biens, audible au moins comme celle des conditions collectives du bien de chacun, et de l'autre celle de l'autorité, c'est-à-dire de la capacité de *contraindre des libertés en tant que libertés* (et non pas en tant que puissances, ce qui ne renverrait qu'à la domination). Nous déterminons donc notre idée de la politique en rapportant le gouvernement des hommes *selon la légitimation* à l'administration des choses *selon la justification* : il y a politique quand la *finalité* des actions à *propos* des libertés est convertie en la *légitimité* d'un agir *sur* ces libertés.

L'alternative originelle

Toute la question de la politique, et aussi toute question politique, se ramènent à celle de cette conversion : celle de sa possibilité, de ses conditions et de ses effets, ou au contraire celle de son impossibilité, et donc aussi celle des conditions et des effets de cette impossibilité. Car l'impossible aussi produit des effets, qui sont alors d'impossibilité *c'est-à-dire de réel* si l'on nomme ainsi les butées, les aberrations, les apories que quelque chose ou quelqu'un peut avoir pour existence.

Dire la possibilité de la politique est simple : c'est que la justification soit convertible en légitimation. Dire son impossibilité ne l'est pas moins : c'est qu'elle ne le soit pas. Si elle ne l'était pas, alors il faudrait distinguer le bon qu'on *se représente comme légitime* parce qu'on l'approuve, de ce qui *est* légitime et qui, comme tel, ne renverrait qu'à la pure nécessité d'y consentir – « pure » parce qu'un ordre qu'on juge mauvais n'est pas moins obligatoire qu'un ordre qu'on juge bon, si celui qui le donne est en droit de le faire. Et que l'on *ait raison* de consentir à ce qu'on ne peut se représenter comme bon, voilà qui est en propre irréprésentable – comme le serait alors la politique elle-même...

Ou bien donc la question de la politique est *celle du bien commun et donc du service de la vie* auquel cas il irait de soi que l'on consente parce qu'on se représente forcément que tout ce qui est bon est légitime. Ou bien au contraire sa question est *celle du légitime et de la nécessité qu'il soit imposé*, auquel cas la politique ne serait pas ce qu'on se représente nécessairement qu'elle est, à savoir *le souci public du bien commun* (conjonction de ce qui est bon et de ce qui est légitime), mais ce qu'on

ne peut pas se représenter qu'elle soit, à savoir *l'exercice de l'autorité* (disjonction – ce qui ne signifie pas forcément exclusivité – de ce qui est bon et de ce qui est légitime). Traduisons : *l'autorité est-elle une fonction de la vie*, comme quand on dit que les forces sociales ont besoin d'être unifiées pour le bien de tous par des chefs qui sont dès lors nos serviteurs ? *Ou la vie est-elle au contraire l'objet de l'autorité*, auquel cas il appartiendrait à ceux qui l'exercent – vraiment nos chefs, alors, et non nos serviteurs – de décider *ce que nous ne pouvons qu'espérer être notre bien* mais qui peut s'avérer *en toute légitimité* être notre mal et donc à la limite notre mort ? En somme est-ce la vie qui décide de l'autorité, ou au contraire l'autorité qui décide de la vie ?

Eh bien la politique, c'est que *l'alternative de la vie et de l'autorité*, autrement dit pour la politique de sa possibilité (qu'elle relève de la représentation *et donc pour nous de l'humain*) ou de son impossibilité (qu'elle relève du réel *et donc pour nous de l'inhumain*), ne soit pas une idée mais une réalité.

Son lieu

Elle l'est d'abord en un premier sens : que son lieu propre soit non pas la réflexion du principe de la pluralité des libertés, autrement dit du juste, dans la tête du philosophe mais *la société elle-même*. Dans celle-ci il y a notamment des philosophes, par là même soumis au régime commun ; de sorte que par politique on peut aussi bien entendre l'impossibilité sociale que la philosophie compte : *l'impossibilité qu'on se soucie du vrai à propos de ce qui est juste* puisque c'est de celui-ci que l'autorité décide expressément.

C'est que par société on entend *en même temps* le commun de la vie des hommes dont elle est la pluralité (condition de fait) et le décisif de cette vie (condition de droit) : rien n'est certes jamais possible dans la vie de chacun, y compris cette vie elle-même, qu'à s'appuyer sur des réalités communes (je ne peux me déplacer que s'il y a des routes et donc une certaine politique d'aménagement du territoire, et ainsi de suite) ; mais rien n'est jamais socialement possible que dans et selon l'autorisation qu'il le soit. Dans la société dont chacun d'entre nous est une individuation (« Tout homme est une société en acte », disait Sartre), *le possible, c'est l'autorisé*. Et ce qui est autorisé, *c'est ce qui peut être interdit c'est-à-dire rendu impossible*.

Telle est donc l'autorité, qu'elle soit l'alternative de la permission et de l'interdiction, et donc la constitution en *contingence* de ce que *par ailleurs* on peut se représenter comme nécessaire, voire comme absolument nécessaire. Il est pour chacun *nécessaire* qu'il vive, et ce l'est donc aussi pour la société si elle est *l'espace de la vie* dont la politique serait le souci. Mais c'est *contingent* pour la société si elle est *l'espace de l'autorité* dont la politique serait l'exercice. Car, sans qu'il soit besoin d'envisager la peine de mort dont l'abolition est la possibilité du rétablissement (acter que quelqu'un n'ait plus l'autorisation de vivre), il faut rappeler l'inhérence à la définition de la politique par l'autorité des nécessités de la raison d'État (qu'il soit « expédient » que quelqu'un cesse de vivre) ou, plus banalement, admettre quand on est malade l'éventualité que le traitement qui peut nous sauver la vie soit jugé trop coûteux...

Ses sujets

La politique est ensuite la réalité de l'alternative originelle en un second sens, qui est celui de la distinction sociale des gouvernés et des gouvernants.

Aux premiers appartient le souci de la vie, et donc la conception de l'autorité comme un élément de son service : il est *meilleur* pour nous que nos forces soient unifiées plutôt que dispersées et a fortiori antagoniques, de sorte qu'il est *bon* que nous ayons des chefs. Leur obéir est donc une des manières que nous avons d'assurer que nous vivions. Aux seconds, par contre, n'appartient pas le souci de la vie mais celui de la politique dans sa définition d'exercice de l'autorité, c'est-à-dire de distinction non pas du bon et du mauvais qui est en quelque sorte naturelle (ce n'est la responsabilité de personne que l'aliment soit bon et le poison mauvais, qu'aider les autres soit une bonne action et leur nuire une mauvaise) mais du légitime et de l'illégitime dont le juste et l'injuste sont les représentations. *Pour les gouvernés, il va de soi que le légitime et le bon ne font qu'un, alors que c'est expressément de leur distinction que les gouvernants sont responsables* (autrement dit : l'irresponsabilité politique consiste à les confondre, comme le montre la figure de la « belle âme »). Ainsi pour les gouvernés, il est inconcevable que la politique ne soit pas au service de la vie, même si l'on en admet d'avance les caractères négatifs et paradoxaux (exemples des impôts, du service militaire, des réquisitions, etc.). Sinon à quoi bon la politique ? Pour les gouvernants, au contraire, la question n'est pas de *servir* la vie mais d'en décider c'est-à-dire de la *soumettre* à la distinction qu'on fait du légitime et de l'illégitime.

Son aberrante réalité

On traduit cette contradiction sociale en disant que pour les gouvernés ce qui est *politique*, c'est ce qu'il est en fin de compte *bon* de faire – « en fin de compte », parce que toutes sortes de nécessités dialectiques peuvent intervenir et que le *finale*ment bon peut donc être mauvais sur le moment. Pour eux la politique est un ordre *finalisé* par la vie, ainsi qu'on le représente en disant que tout ce qui est légitime doit en fin de compte être justifié c'est-à-dire permettre à la vie d'être la meilleure possible. De ce point de vue la question de la politique est particulière dans le questionnement général sur la vie bonne : afin que la vie soit la meilleure possible, il faut notamment s'assurer de conditions politiques. Pour les gouvernants, au contraire, ce qui s'impose est à chaque fois *ce qu'il serait politiquement irresponsable de ne pas faire*. En quoi on ne désigne pas le bon, ou l'utile, ou même le juste mais *le politique* : la responsabilité politique consiste à faire ce qu'il est sur le moment politique de faire, et surtout pas autre chose.

On n'est donc un gouvernant qu'à ce que ce soit la politique et non pas la vie qui compte – et on reste un gouverné quand on s'en tient à l'évidence que rien ne peut avoir de sens qu'à être d'une manière ou d'une autre au service de la vie. Que la vie ne compte pas a toujours défini la maîtrise (Hegel) et par là avéré l'autorité – laquelle est d'une manière plus générale *que la réalité ne compte pas* (fait par

exemple autorité le professeur très savant : il n'a pas été arrêté par la nécessité de consacrer des années très nombreuses à l'étude).

Est ainsi gouvernant celui pour qui la vie n'a pas à être la meilleure mais la plus politique possible – c'est-à-dire, en termes subjectifs, dont l'objectif n'est ni que les hommes soient heureux (le bien du grand nombre) ni qu'ils soient sages (le bien du petit nombre) mais qu'ils soient en fin de compte seulement des citoyens (que ne compte plus en leur vie que sa dimension politique). Ainsi tombe-t-on sur une contradiction : il appartient aux gouvernants de vouloir cela à propos des gouvernés, alors que ceux-ci ont depuis toujours identifié leur question à celle de leur bien c'est-à-dire décidé que la seule question pour eux serait que leur vie soit la meilleure possible !

La politique est pour les uns ce qu'elle ne peut pas être pour les autres : aussi aberrante pour les gouvernants qui constatent que la question des gouvernés n'est pas celle de la politique, qu'elle l'est pour ces derniers qui constatent que la question des gouvernants n'est pas celle de la vie. On est gouverné quand la vie compte et donc que la politique importe ; on est gouvernant quand c'est l'inverse : il n'y a que la politique, mais il serait antipolitique d'ignorer la vie. *Pour les gouvernés la politique est représentable* (rien de plus évident que la nécessité d'assurer les conditions communes des vies particulières) *alors qu'elle ne l'est pas pour les gouvernants* qui peuvent seulement donner à leur propre question une réponse tautologique : la politique est l'exercice de l'autorité ; et l'autorité, c'est l'autorité. D'où cette nouvelle expression de la même distinction : est gouverné celui pour qui l'essentiel reste d'être le sujet de la représentation (à preuve : il croit que les gouvernants sont ses représentants) ; est gouvernant celui qui est installé dans la chute de cette nécessité (à preuve : à peine élu, il décide souverainement c'est-à-dire sans se soumettre à la vérité sur le juste que le philosophe lui aurait indiquée).

Sa pratique, par définition affaire des gouvernants, consistera donc à *représenter* aux gouvernés que les décisions qu'on prend sont des moments du service de la vie. Que ce ne soit *jama*s vrai (sinon c'est une « belle âme » qui est au pouvoir : un irresponsable) n'implique pourtant pas qu'on doive désespérer de la politique, puisqu'il est bien plus facile de représenter qu'on sert la vie quand on le fait que quand on ne le fait pas.

Réponse à la question

Qu'est-ce que la politique, dès lors que sa réalité est celle de la distinction des gouvernés et des gouvernants et que sa question est celle du « gouvernement » au sens verbal du terme ? Voici la réponse qui indique l'« impossibilité » propre de la politique c'est-à-dire l'impossibilité de *conjoindre la conjonction* (gouvernés) *et la disjonction* (gouvernants) du bon et du légitime : ce qu'on appelle politique, c'est la mise en acte du malentendu à propos de la politique.